

## CONTINUONS A PORTER LA VOIX DU SYNDICALISME RADICAL !

Du 1er au 8 décembre 2022 aura lieu l'élection des représentant·es du personnel au Comité Social d'Administration (CSA) local de la Bibliothèque nationale de France. Ce vote se fera uniquement de manière électronique.

Le CSA local de la BnF est la nouvelle instance — imposée par le gouvernement — qui va remplacer le Comité Technique. Il aura toujours dans ses attributions l'organisation du travail à la BnF, le rapport social unique, les primes, la situation sociale des agent·es (parc logements, action sociale, restauration...), les droits des agent·es (handicap, écarts statuts-fonction, égalité hommes/femmes...). Mais dans des conditions encore plus compliquées qu'au CT actuel, alors que celui-ci n'était déjà qu'une instance consultative n'ayant aucun pouvoir pour bloquer les décisions de la direction. Car ne nous leurrons pas : le futur CSA local ne sera lui aussi qu'un simulacre de démocratie, puisque la direction pourra toujours ne tenir aucun compte de ces votes et décider ce qu'elle veut.



Nous ne prétendons donc pas que siéger au CSA local va permettre de réellement changer les choses. Nous nous présentons à cette élection pour obtenir des informations utiles que nous pourrions ensuite communiquer aux agent·es, pour porter nos positions dans cette instance et surtout pour diffuser nos positions syndicales combattives, solidaires, revendicatives, démocratiques, interprofessionnelles et radicales, afin de construire le rapport de force qui permet de défendre nos droits et d'en gagner de nouveaux !

**COMBATIF**, car nous savons qu'à la BnF comme ailleurs, ce n'est que par la mobilisation, la lutte, l'action directe collective, l'engagement de toutes et de tous que nous imposerons nos revendications et que nous défendrons nos acquis. Les grèves victorieuses de 2016 et de 2018-2019 contre la précarité et les suppressions de postes en sont la meilleure preuve. C'est aussi pour cela que nous poursuivons depuis le mois de mai la lutte contre le sous-effectif, la dégradation de nos conditions de travail, le retour de l'ultra précarité et les réorganisations forcées.

**SOLIDAIRE**, car nous luttons pour reconstruire des collectifs de travail constamment menacés et défendons tous et toutes les travailleurs/euses, qu'ils et elles soient fonctionnaires, contractuel·les sur emploi ou "vacataires", agent·es de la BnF ou employé·es par les sociétés sous-traitantes du secteur privé. Cette solidarité s'étend à nos collègues des autres établissements de la Culture, des bibliothèques, comme le collectif Bibliothèques en lutte contre la réforme des retraites (avec l'intersyndicale BnF CGT-FSU-SUD) en a été l'illustration, et à toutes les luttes sociales menées pour la défense des services publics.

**REVENDICATIF**, car le but du syndicalisme est non seulement de défendre les droits des travailleurs et des travailleuses, mais aussi d'en conquérir de nouveaux.





## À LA BNF, NOUS NOUS BATTONS ENTRE AUTRES POUR :



- **L'arrêt des suppressions de postes**, la **création d'emplois pérennes** – notamment pour la cat. C, sacrifiée ces 10 dernières années – et des budgets à la hauteur des besoins.
- **L'organisation régulière d'importants recrutements sans concours** de magasiniers/ères avec volets internes conséquents pour lutter contre la précarité et continuer à remplir nos missions ; ainsi qu'un vrai plan de titularisation sans condition des « vacataires ».
- **L'arrêt des recrutements sur contrats ultra-précaires**, (contrats projets – des CDD sans date de fin –, services civiques, CDD d'un an à 50-80h en service public), qui créent des agent·es sans droits, sous-payé·es et corvéables à merci. Nous exigeons que les "vacataires" recruté·es sur des besoins permanents le soient toutes et tous en CDI et à 110H, en respect du protocole de fin de grève signé en 2016.
- **L'abandon de la réorganisation du service public** avec le retour des communications directes toute la journée, les garanties de mise en œuvre de l'ensemble des missions de la BnF et l'arrêt des réorganisations incessantes qui accroissent les risques organisationnels (dits "risques psychosociaux").
- La **création pour le fonctionnement pérenne de Richelieu d'un nombre de postes suffisant**, une amélioration des conditions de travail toujours dégradées malgré 12 ans de travaux et le retour aux précédents horaires d'ouverture sans travail les jours fériés.
- **L'arrêt du projet d'Amiens**, une gabegie économique et écologique, la préservation des sites de Bussy et de Sablé, et des garanties pour les droits et l'avenir professionnel de leurs agent·es.
- Une **augmentation du budget de la formation** et l'ouverture aux agent·es "vacataires" et aux agent·es de catégorie C de la possibilité de se former au même niveau que les autres catégories.
- Un **système de prévention de la souffrance au travail** tenant compte des réalités du terrain, la préservation des métiers et le respect des fiches de poste, l'arrêt de l'individualisation des objectifs, du management toxique et de la surcharge de travail.
- Une **lutte efficace contre les violences sexistes et sexuelles**, avec le renforcement des formations et des procédures de signalement, encore trop peu connues. L'organisation de campagnes d'information mettant fin à l'inertie qui favorise le sexisme d'ambiance et une réelle prise en charge protectrice des victimes.
- Un **service médical à la hauteur** des enjeux sur tous les sites.
- Une **augmentation du budget du service de l'Action Sociale**, et du parc de logements sociaux, afin de pouvoir loger au moins 10 % du personnel et pour faire face aux effets négatifs de la loi ELAN.
- La **dissolution de la filiale BnF-Partenariats** et l'arrêt des contrats privatisant les collections publiques numérisées.
- Le **respect et l'amélioration de la charte sociale de la BnF** concernant les relations avec les entreprises prestataires, pour une meilleure protection des salarié·es, éviter les abus, les nombreuses entorses au droit et améliorer leurs conditions d'emploi. À terme, nous revendiquons la (ré)intégration au sein de la fonction publique des salarié·es des entreprises sous-traitantes nettoyage, cantine, sécurité, numérisation...).



- **L'arrêt du recours par la BnF aux ESAT** (Établissement et Service d'Aide par le Travail), qui embauchent des personnes handicapées dans des conditions indignes (salaire inférieur au SMIC, absence de droits syndicaux et du droit de grève...), pour privilégier leur intégration dans nos collectifs de travail, en respectant l'obligation d'au moins 6% de personnes handicapées dans le personnel et en leur garantissant des conditions de travail adaptées.
- **L'arrêt du recours à des prestataires privés** notamment dans le cadre d'audits coûteux, souvent inutiles et dont les conclusions soit ne sont jamais appliquées, soit sont à charge ou discriminatoires et ne servent qu'à cautionner les projets de la direction.
-  Une réelle **prise en compte de l'urgence écologique**, en développant un projet rapide de diminution des émissions de la BnF (notamment bâtementaires) en prenant en charge intégralement l'abonnement de transports en commun, en rendant possible le cumul avec le forfait mobilité durable – qui doit être doublé – et en végétalisant au maximum les espaces de la BnF



## NOUS LUTTONS AUSSI POUR :



- Une **véritable transformation écologique socialement juste** à la hauteur des enjeux urgents.
- Une **hausse significative des salaires**, avec priorité aux bas salaires afin de réduire les inégalités et de répartir de manière égalitaire les richesses produites, l'intégration de toutes les primes dans le salaire de base et le dégel réel du point d'indice dans la Fonction Publique.
- La **défense et l'amélioration du statut de fonctionnaire** : ouverture de plus de postes aux concours sans condition de nationalité, meilleure progression de carrière au sein des différentes filières, refus de la mobilité forcée, arrêt du recours massif à la contractualisation.
- La **diminution du temps de travail à 32h** par semaine sans perte de salaire et sans flexibilité, avec des embauches compensatoires afin de créer des emplois pour les chômeurs/euses et d'améliorer les conditions de travail.
- Un **retour aux 37,5 années de cotisation pour avoir droit à une retraite pleine**, dès 60 ans, calculée sur les 6 meilleurs mois de cotisation, dans le public comme dans le privé.
- Le **retrait des contre-réformes de l'assurance chômage** et l'arrêt de la répression anti-chômeurs/euses et précaires.
- **Mettre fin effectivement aux inégalités entre hommes et femmes** (salaire, avancement, précarité, charge mentale et double journée de travail imposée aux femmes...).
- **Mettre fin à toutes formes de discriminations au travail et ailleurs**, qu'elles soient racistes, sexistes, homophobes, transphobes ou validistes, d'autant plus à l'heure où l'extrême-droite, ennemie des travailleurs/euses, gagne du terrain.
- La **régularisation de tous·tes les "sans-papiers"**, l'accueil sans condition des migrant·es, l'arrêt des expulsions et la fermeture immédiate des centres de rétention.
- **L'arrêt des productions et projets nuisibles** (nucléaire, pesticides, antennes relais, aéroports, etc...) et le reclassement, sans perte des acquis et des droits, des salarié·es concerné·es.
- **L'arrêt des politiques toujours plus autoritaires** et de la répression policière et judiciaire des mouvements sociaux, des quartiers populaires, des migrant·es.
- **Mettre fin à la dématérialisation intégrale de la société et de nos métiers** générant isolement, dépossession, pertes de droits et fortes nuisances.



**DÉMOCRATIQUE**, car c'est aux travailleurs/euses de décider et de mettre en œuvre les décisions collectives. Pour cela, nous diffusons l'information le plus largement possible aux agent-es et nous leur rendons compte des réunions auxquelles nous participons. Nous souhaitons que les luttes soient gérées par des Assemblées Générales souveraines, tout en continuant à avoir notre propre action en tant qu'organisation syndicale. C'est ce que nous avons porté par exemple lors des grèves à la BnF.

**INTERPROFESSIONNEL**, car les attaques que nous subissons actuellement touchent aussi les travailleurs/euses des autres secteurs, publics comme privés. Les reculs subis sont les mêmes, les réactions et les revendications doivent l'être aussi. Le syndicalisme est réellement efficace lorsqu'il agit aussi au niveau interprofessionnel face au patronat et face au gouvernement. C'est ce que nous faisons au sein de l'Union Locale Solidaires Paris 5e-13e/Ivry (avec nos camarades de la SNCF, des Hôpitaux, de l'Éducation, de l'Université etc.) et aux côtés de Solidaires 94 face à l'exploitation honteuse de travailleurs "sans-papiers" par La Poste. C'est aussi ce que nous contribuons à construire au sein de l'Union syndicale Solidaires face aux lois de régression sociale, comme l'a illustré la grève contre la réforme des retraites avec l'AG interprofessionnelle du 13ème arr. (avec nos camarades de SUD Rail Austerlitz, du Ministère de la Jeunesse et des Sports, etc.).



**RADICAL**, car si améliorer la situation au jour le jour est nécessaire, cela ne suffit pas. Le capitalisme continue de faire payer sa crise aux travailleurs/euses, chômeurs/euses et précaires. Il ne peut produire que l'oppression et l'exploitation de l'être humain et de la nature.

C'est pourquoi le seul moyen de garantir des conditions d'existence dignes et libres, et du travail et des services publics socialement et écologiquement utiles et accessibles à toutes et tous, c'est de rompre avec le capitalisme et de construire un autre système social.

Un système social fondé sur la gestion collective et démocratique des moyens de production par les travailleurs/euses, fondé sur la répartition égalitaire des richesses produites en fonction des besoins, afin d'avoir la pleine maîtrise technique de nos productions, et de nous organiser librement : un système socialiste autogestionnaire.

## **LA BNF, SES AGENT-ES ET SES MISSIONS SUBISSENT TOUJOURS LA RIGUEUR BUDGÉTAIRE**

La situation de la BnF s'est encore aggravée : casse des services offerts aux usager-es, remise en cause de nos missions, gestion incohérente et autoritaire du sous-effectif, empilement des projets de façade, ultra-précarité, chantiers exceptionnels pour Amiens.

### **METTONS FIN À CETTE GESTION ANTISOCIALE ET MORTIFÈRE POUR NOS EMPLOIS, NOS MISSIONS ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL.**

Voter pour SUD Culture SOLIDAIRES, c'est envoyer un signal fort, de soutien à la lutte contre la casse de la BnF et des services publics, et d'appui au syndicalisme de transformation sociale que nous construisons à travers nos revendications.

**Ne nous leurrions pas, les élections seules ne suffisent jamais à obtenir satisfaction. Ce n'est que par une action directe et collective forte que nous y parviendrons !**

**Mobilisons-nous, participons aux Assemblées Générales, aux luttes, et rejoignez-nous pour construire ensemble un autre futur !**

